

bre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982 et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988 et 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 45;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que tous les organismes et chômeurs concernés doivent être avertis à temps des changements fondamentaux qui interviendront dans le système du travail bénévole à partir du 1er janvier 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 45, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, est remplacé par les alinéas suivants :

« Toute activité effectuée pour un tiers est, jusqu'à preuve du contraire, présumée procurer une rémunération ou un avantage matériel.

Le Ministre détermine les conditions et les modalités qui doivent être remplies aussi bien par le chômeur que par le tiers afin qu'une activité bénévole pour le compte d'un tiers puisse être effectuée avec maintien du droit aux allocations. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 31 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982 en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988 en 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat alle betrokken instellingen en werklozen tijdig verwittigd dienen te worden van de fundamentele veranderingen die vanaf 1 januari 1993 zullen aangebracht worden in het systeem van benevolaat;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 45, tweede lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991, houdende de werkloosheidsreglementering wordt vervangen door de volgende leden :

« Tot bewijs van het tegendeel wordt elke activiteit verricht voor een derde geacht een loon of een materieel voordeel op te leveren.

De Minister bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten die dienen vervuld te worden, zowel door de werkloze als door de derde, opdat een vrijwillige en gratis activiteit voor een derde zou kunnen uitgeoefend worden met behoud van het recht op uitkeringen. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 31 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 93 — 144

4 JANVIER 1993. — Arrêté ministériel modifiant l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 novembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octo-

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

Arrêté ministériel du 26 novembre 1991, *Moniteur belge* du 25 janvier 1992.

12

N. 93 — 144

4 JANUARI 1993. — Ministerieel besluit tot wijziging van artikel 18 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961,

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

Ministerieel besluit van 26 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1992.

bre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 26 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988 et 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 45, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1992;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, notamment l'article 18;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que tous les organismes et chômeurs concernés doivent être avertis à temps des changements fondamentaux qui interviendront dans le système du travail bénévole à partir du 1^{er} janvier 1993,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, est remplacé par les dispositions suivantes :

* Article 18. § 1^{er}. Un chômeur peut, avec l'accord du directeur, effectuer une activité bénévole et gratuite avec maintien des allocations pour un tiers, lorsque ce tiers est un particulier et que l'activité a fait l'objet d'une déclaration préalable au bureau du chômage.

La déclaration préalable visée à l'alinéa précédent doit être faite par écrit et mentionner l'identité des parties, la nature, la durée, la fréquence et le lieu des prestations et elle doit être signée par les parties.

La déclaration préalable peut être écartée lorsqu'elle est contredite par des présomptions graves, précises et concordantes.

§ 2. Un chômeur peut avec l'accord du directeur effectuer une activité bénévole et gratuite pour le compte d'un service public, d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par une Communauté, d'un centre culturel, d'une maison de jeunes ou d'une association sans but lucratif si les conditions suivantes sont remplies :

1^o le tiers pour le compte duquel le chômeur effectue l'activité, s'engage de payer à l'Office une indemnité forfaitaire de 100 francs par jour durant lequel une activité a été exercée, sauf dans les cas où le tiers est, en vertu des dispositions du paragraphe suivant, exempté du paiement de cette indemnité;

2^o le chômeur introduit une déclaration écrite préalable de l'activité au bureau du chômage prévoyant les mentions visées au § 1^{er}, alinéa 2 ainsi que l'engagement du tiers à payer, s'il n'en est pas exempté, l'indemnité forfaitaire prévue au 1^o.

La déclaration préalable peut être écartée lorsqu'elle est contredite par des présomptions graves, précises et concordantes.

§ 3. Le tiers visé au § 2, alinéa 1^{er} est exempté du versement de l'indemnité forfaitaire dans les cas suivants :

1^o au cours des premières huit semaines d'activité bénévole calculées de date à date. La même exception s'applique à nouveau après une reprise de travail au sens de l'article 116, § 1^{er}, de l'arrêté royal, ou lorsque la dernière période d'activité bénévole remonte à plus de trois ans;

2^o lorsque le chômeur concerné est un prépensionné ou bénéficiaire de la dispense visée à l'article 89 de l'arrêté royal ou bénéficiaire d'un complément d'ancienneté;

3^o lorsque l'activité bénévole ne dépasse pas dix heures par semaine;

4^o lorsque l'activité bénévole est seulement exercée les dimanches.

En outre, le comité de gestion peut décider sous quelles conditions et modalités une activité bénévole peut être exercée, sans paiement de l'indemnité forfaitaire, lorsque cette activité est exercée dans le cadre d'une action purement humanitaire.

§ 4. Le tiers délivre d'initiative à la fin de chaque mois une attestation des jours durant lesquels le chômeur concerné a effectué une activité, ainsi qu'une copie de la preuve individualisée du versement de l'indemnité forfaitaire par virement sur un compte postal de

16 avril 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988 en 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 45, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1992;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat alle betrokken instellingen en werklozen tijdig verwittigd dienen te worden van de fundamentele veranderingen die vanaf 1 januari 1993 zullen aangebracht worden in het systeem van benevolaat,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 18 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering wordt vervangen door de volgende bepalingen :

* Artikel 18. § 1. Een werkloze kan, mits akkoord van de directeur, een vrijwillige en gratis activiteit voor een derde uitoefenen, indien deze derde een privé-persoon is en de activiteit het voorwerp uitmaakt heeft van een voorafgaandelijke aangifte bij het werkloosheidsbureau.

De voorafgaandelijke aangifte bedoeld in het vorig lid moet schriftelijk worden gedaan en de identiteit van de partijen, de aard, de duur, de frequentie en de plaats van het werk vermelden en door beide partijen ondertekend worden.

Deze voorafgaandelijke aangifte kan terzijde geschoven worden wanneer zij door ernstige, nauwkeurige en overeenstemmende vermoedens wordt tegengesproken.

§ 2. Een werkloze kan, mits akkoord van de directeur, een vrijwillige en gratis activiteit uitoefenen voor rekening van een openbare dienst, een instelling van openbaar nut, een door de Gemeenschap opgerichte, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling, een cultureel centrum, een jeugdtehuis of een vereniging zonder winst-oogmerk indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1^o de derde voor wiens rekening de werkloze de activiteit uitoefent, verbindt zich er toe te betalen aan de Rijksdienst een forfaitaire vergoeding van 100 frank per dag gedurende dewelke een activiteit wordt uitgeoefend, behalve in de gevallen waarin de derde, krachtens de bepalingen van de volgende paragraaf, vrijgesteld is van de betaling van deze vergoeding;

2^o de werkloze dient voorafgaandelijk bij het werkloosheidsbureau een schriftelijke aangifte in die de vermeldingen voorzien bij § 1, tweede lid bevat alsmede de verbintenis van de derde om, indien hij er niet van vrijgesteld is, de forfaitaire vergoeding te betalen voorzien in 1^o.

Deze voorafgaande aangifte kan worden terzijde geschoven wanneer zij door ernstige, nauwkeurige en overeenstemmende vermoedens wordt tegengesproken.

§ 3. De derde bedoeld in § 2, eerste lid wordt vrijgesteld van de betaling van de forfaitaire vergoeding in de volgende gevallen :

1^o gedurende de eerste acht weken van vrijwillige en gratis activiteit berekend van datum tot datum. Deze uitzondering is opnieuw van toepassing na een werkhervatting in de zin van artikel 116, § 1, van het koninklijk besluit of wanneer de laatste periode van vrijwillige en gratis activiteit meer dan drie jaar geleden is;

2^o wanneer de betrokken werkloze een bruggepensioneerde is of geniet van de vrijstelling bedoeld in artikel 89 van het koninklijk besluit of een anciënniteitstoelag geniet;

3^o wanneer de vrijwillige en gratis activiteit niet meer bedraagt dan 10 uur per week;

4^o wanneer de vrijwillige en gratis activiteit enkel de zondag wordt uitgeoefend.

Daarenboven kan het beheerscomité beslissen onder welke voorwaarden en modaliteiten een vrijwillige en gratis activiteit kan uitgeoefend worden zonder betaling van de forfaitaire vergoeding, wanneer deze activiteit uitgeoefend wordt in het kader van een zuiver humanitaire actie.

§ 4. De derde bedoeld in § 2 levert op eigen initiatief op het einde van elke maand een attest af waarop de dagen zijn aangeduid gedurende dewelke de werkloze een activiteit heeft uitgeoefend, alsmede een afschrift van het geïndividualiseerd bewijs van storting van de

l'Office, si cette indemnité est due. Le chômeur joint ces documents à sa carte de contrôle pour le mois concerné.

Lorsque le directeur constate que l'engagement prévu au § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, n'est pas respecté par le tiers il refuse ou retire son accord et en avertit le tiers ainsi que tous les chômeurs concernés de son ressort. Il décide de plus de la période pendant laquelle il ne donnera plus son accord pour l'exercice d'une activité bénévole auprès de ce même tiers. Cette période ne peut être inférieure à trois mois, ni supérieure à douze mois.

§ 5. L'absence de la déclaration préalable visée au § 1^{er} ou § 2 n'amène pas la perte du droit aux allocations lorsque les conditions suivantes sont remplies simultanément :

1^o l'activité est exercée comme loisir et ne peut être intégrée dans le courant des échanges économiques de biens et de services;

2^o le chômeur prouve que l'activité ne lui a pas procuré une rémunération ou un avantage matériel.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Toutefois pour l'application du présent arrêté, il n'est pas tenu compte des prestations bénévoles effectuées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les chômeurs qui effectuent déjà une activité bénévole pour le compte d'un tiers comme visé à l'article 18, § 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, comme modifié par le présent arrêté, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont, pour pouvoir continuer cette activité, tenus d'introduire une déclaration comme visée à l'article 18, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o précité, dans les huit semaines qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Bruxelles, 4 janvier 1993.

Mme M. SMET

forfaitaire vergoeding door overschrijving op een postrekening van de Rijksdienst, indien deze vergoeding verschuldigd is. De werkloze voegt deze documenten bij zijn controlekaart voor de betrokken maand.

Wanneer de directeur vaststelt dat de verbintenis voorzien bij § 2, eerste lid, 2^o niet wordt nageleefd door de derde, weigert hij zijn toelating of trekt deze terug in en verwittigt hiervan zowel de derde als alle betrokken werklozen van zijn ambtsgebied. Hij neemt terzelfder tijd een beslissing betreffende de periode gedurende dewelke hij geen toestemming meer zal verlenen voor de uitoefening van een vrijwillige en gratis activiteit bij deze derde. Deze periode mag niet minder bedragen dan drie maanden en niet meer dan twaalf maanden.

§ 5. De afwezigheid van voorafgaandelijke aangifte bedoeld in § 1 of § 2 leidt evenwel niet tot het verlies van het recht op uitkeringen indien gelijktijdig de volgende voorwaarden vervuld worden :

1^o de activiteit wordt uitgeoefend als vrijetijdsbesteding en kan niet ingeschakeld worden in het economische ruilverkeer van goederen en diensten;

2^o de werkloze bewijst dat de activiteit geen loon of een materieel voordeel heeft opgeleverd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Nochtans wordt voor de toepassing van dit besluit geen rekening gehouden met de vrijwillige en gratis activiteiten die uitgeoefend werden vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

De werklozen die reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit een vrijwillige en gratis activiteit uitoefenen voor rekening van een derde zoals bedoeld in artikel 18, § 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, zoals gewijzigd bij dit besluit, zijn, om deze activiteit te kunnen verderzetten, gehouden een verklaring in te dienen zoals bedoeld bij voormeld artikel 18, § 2, eerste lid, 2^o, binnen de acht weken volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

Brussel, 4 januari 1993.

Mevr. M. SMET

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 20 janvier 1993, M. Michielsens, B., avocat, est désigné aux fonctions de stagiaire au parquet du tribunal de première instance de Bruxelles, pour un terme d'un an, prenant cours le 1^{er} février 1993.

Par arrêtés royaux du 13 janvier 1993 sont nommés :

— commis-greffier principal à la cour du travail de Gand, Mme Noerens, L., commis-greffier à cette cour;

— greffier-chef de greffe des justices de paix des cantons de Wetteren et de Lokeren, M. Van Den Broeck, N., greffier aux justices de paix de ces cantons;

— commis-greffier principal aux justices de paix des cantons de Saint-Hubert et de Wellin, M. Florence, J., commis-greffier aux justices de paix de ces cantons;

— commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Arlon, Mme Gillet, C., commis-secrétaire principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Mons.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Bourgmestre. — Suspension

Par un arrêté royal du 31 décembre 1992, pris en vertu de l'article 82 de la nouvelle loi communale, M. André Callebaut est suspendu de l'exercice de ses fonctions de bourgmestre de la commune de Mont-de-l'Enclus, province de Hainaut, arrondissement de Tournai, pour une période de deux mois prenant cours le 1^{er} février 1993.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 20 januari 1993 is de heer Michielsens, B., advocaat, aangewezen als stagiair in het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor een termijn van één jaar, met ingang van 1 februari 1993.

Bij koninklijke besluiten van 13 januari 1993 zijn benoemd tot :

— eerstaanwezend klerk-griffier bij het arbeidshof te Gent, Mevr. Noerens, L., klerk-griffier bij dit hof;

— griffier-hoofd van de griffie van de vrederegerechten van de kantons Wetteren en Lokeren, de heer Van Den Broeck, N., griffier bij de vrederegerechten van deze kantons;

— eerstaanwezend klerk-griffier bij de vrederegerechten van de kantons Saint-Hubert en Wellin, de heer Florence, J., klerk-griffier bij de vrederegerechten van deze kantons;

— klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Aarlen, Mevr. Gillet, C., eerstaanwezend klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

Burgemeester. — Schorsing

Bij koninklijk besluit d.d. 31 december 1992 is, bij toepassing van artikel 82 van de nieuwe gemeentewet, de heer André Callebaut in zijn ambt van burgemeester van de gemeente Mont-de-l'Enclus provincie Henegouwen, arrondissement Doornik, geschorst voor een periode van twee maanden met ingang van 1 februari 1993.